

Enlissement de la grève des magistrats au Burundi

PANA, 21 novembre 2011 Bujumbura, Burundi - La longue grève des magistrats du Burundi s'est poursuivie ce lundi encore, malgré des menaces qui ont été formulées la veille par le ministre de la Justice de prendre des sanctions administratives à l'encontre de ceux d'entre eux qui n'allaient pas reprendre le service ce jour, a constaté la PAN Bujumbura. Les justiciables avaient placé beaucoup d'espoir dans la nomination d'un nouveau ministre de la Justice, Pascal Barandagiye, au bout de près d'un mois de grève des 1.500 magistrats du pays.

Le nouveau ministre a offert, dimanche, de dialoguer avec le puissant syndicat des magistrats, tout en posant le préalable de la reprise du travail immédiat. Le refus d'obtempérer sera considéré comme une "désertion" et traité administrativement comme tel, a avisé fermement le ministre Barandagiye. Le Syndicat des magistrats du Burundi (SYMABU) ne l'a pas entendu de cette oreille et a appelé les membres à continuer leur arrêt de travail, jusqu'à la satisfaction totale de leurs revendications salariales. Le ministre a encore offert de reprendre le travail moyennant la convocation prochaine des états généraux de la justice, destinés à étudier et trouver des solutions globales et durables aux problèmes du secteur de la magistrature. Le syndicat des magistrats exige, avant tout, le versement de la totalité des salaires des mois de septembre et d'octobre qui ont été gelés à cause des arrêts de travail de ces derniers temps dans le secteur. La tutelle, quant à elle, offre, pour le moment, de payer uniquement les jours prestés par les magistrats qui en sont à leur troisième mouvement de grève depuis le début de l'année 2011, sur fond de revendication de la mise en application d'un nouveau statut plus rémunérateur de la corporation. Les conséquences de cette grève se font sentir chaque jour davantage du côté des justiciables dont certains sont obligés de quitter l'intérieur du pays pour suivre leurs dossiers pendants devant les tribunaux de grande instance à Bujumbura, la capitale du Burundi.